

# Le vrai problème, c'est la décolonisation

Par Gadi Algazi\*

Le texte original, que nous reproduisons ci-dessous, est paru originalement in Dominique Vidal (éd.) *Israël-Palestine: Un Etat ? Deux Etats ?* (Sindbad/Actes Sud, Arles, 2011)

En septembre et octobre 2001, la pression de l'armée et des colons israéliens sur les habitants palestiniens des collines au sud d'Hébron a atteint son intensité maximale. A beaucoup d'égards, ce fut un processus typique. D'abord, en 1971, étaient arrivés les archéologues, dont les fouilles servirent de prétexte pour expulser les habitants de Susya al-Qadima. On construisit ensuite, en 1983, la colonie israélienne de Susya sur des terres expropriées. Puis s'ajoutèrent d'autres implantations. Mais plusieurs familles palestiniennes s'accrochèrent à leur terre et s'installèrent à quelques centaines de mètres de leur village natal. Bien qu'encerclées par le site archéologique, le camp militaire et des colonies, elles tinrent bon. Fin 1990, les autorités militaires s'attaquèrent au « nettoyage » du secteur, avec pour objectif d'annexer toute la région à Israël selon le principe bien connu : conquérir le plus de terre possible avec le moins d'Arabes possible. En octobre-novembre 1999, enfin, l'armée israélienne expulsa quelque 700 Palestiniens de la région<sup>1</sup>.

Après l'irruption de la seconde Intifada en octobre 2000, la pression se fit plus forte encore. Les habitants palestiniens, à en croire les autorités israéliennes, ne possédaient aucun droit sur cette terre : soit ils étaient nomades, et leurs maisons sur les collines n'existaient donc pas, soit ils habitaient la ville de Yatta et d'autres cités de la région d'Hébron, et leurs habitations ainsi que les grottes aménagées pour s'abriter ne ressemblaient pas à de « vraies maisons ». Durant l'été 2001, l'armée

commença donc à démolir bâtisses, puits et citernes. C'est alors que les militants arabes et juifs du mouvement Ta'ayush prirent le relais des organisations de défense des droits humains qui soutenaient les citoyens de Susya depuis plusieurs années.

Pour renforcer la résistance populaire à l'occupation en ces jours sombres, nous organisâmes avec des centaines de militants, le 15 septembre 2001, un convoi de solidarité chargé d'eau et de nourritures destinées aux habitants de Susya. Le lendemain, des soldats arrivèrent pour démolir les maisons comme les grottes et expulser 118 personnes de la région vers Yatta. Ils espéraient accomplir tranquillement leur besogne, mais notre protestation de masse attira l'attention sur leurs opérations. Pour empêcher les habitants de revenir sur leurs terres, ils déclarèrent la région « zone militaire fermée » : cette méthode s'appuie sur un décret militaire fondé sur les Lois d'urgence britanniques, reprises après 1948 par l'Etat d'Israël et largement utilisé depuis pour empêcher des villageois palestiniens de cultiver leurs terres ou de retourner chez eux.

Plusieurs centaines de militants formèrent alors une « ceinture humaine » autour de Susya, violant le décret militaire afin de permettre aux habitants de regagner leurs maisons. Quand, le jour suivant, une unité militaire revint pour tenter à nouveau de les expulser, plusieurs d'entre les arrêtâmes<sup>2</sup>. Mais, aussi importantes qu'aient été les actions de solidarité sur le terrain, la détermination des villageois

\* Historien et militant, fondateur en 1979 du premier groupe d'objecteurs de conscience en Israël, puis co-fondateur de Ta'ayush (Vivre ensemble, association de soutien aux luttes populaires palestiniennes en Cisjordanie après octobre 2000) et animateur de Tarabut-Hithabrut, mouvement judéo-arabe pour le changement social et politique.

palestiniens a joué un rôle décisif. Elle leur a permis de résister depuis : ils vivent là et, en dépit du harcèlement constant des colons et des soldats, ils s'accrochent.

Depuis février 2011, j'ai passé beaucoup de temps pas loin de ces collines au sud d'Hébron, de l'autre côté de la « Ligne verte <sup>3</sup> », dans la région désertique du Néguev (Naqab, en arabe), à quelques kilomètres au nord de Beersheva. Là, un autre groupe de Palestiniens, pourtant citoyens d'Israël, mènent un combat désespéré pour leur village d'Al-Araqib, qui, officiellement, n'existe plus : ils en furent expulsés voici plus de cinquante ans et réinstallés quelques kilomètres plus au nord. Depuis la fin des années 1950, quelques villageois réussirent à y revenir, alors même que les autorités militaires essaient depuis les années 1960 de regrouper de force les Bédouins dépossédés aux abords des villes, dans le cadre d'un processus accéléré de prolétarianisation forcée.

Comme d'autres habitants du Naqab, les gens d'Al-Araqib, eux, s'obstinaient à défendre leur terre et leur identité. A la fin des années 1990, le Fonds national juif entreprit de planter des arbres sur leurs terrains — le mouvement sioniste utilise cette méthode depuis 1921 afin de créer des faits accomplis, en l'occurrence de rendre les terres palestiniennes impropres à la culture. En réponse, les habitants se cramponnèrent à leurs parcelles et retapèrent leur « village non reconnu », comme 45 autres villages du Naqab. Ici aussi, les autorités gouvernementales déniaient aux Palestiniens toute propriété sur le sol : selon la fiction qui prévaut, mélange de représentations bibliques et de fantasmes coloniaux, ce seraient de purs nomades. Mais l'Etat a cherché systématiquement à transformer cette fiction en réalité en déplaçant sans cesse la population bédouine et en l'obligeant à la nomadisation <sup>4</sup>.

Exemplaire, la détermination des villageois pour tenter de renverser ce processus de dépossession leur a valu une répression elle aussi exemplaire. Pour qu'ils déguerpissent, l'Etat répandit par avion des

pesticides toxiques, qui portèrent gravement atteinte à leur santé. La Cour suprême israélienne ayant jugé cette pratique illégale, des tracteurs défoncèrent leurs terres et détruisirent leurs récoltes <sup>5</sup>. Finalement, en juillet 2010, quelque 1 300 policiers, gardes-frontières et brigades spéciales vinrent démolir toutes les maisons avec des bulldozers <sup>6</sup>. Depuis, Al-Araqib a été rebâti et à nouveau réduit en ruines vingt-huit fois <sup>7</sup>. En janvier et février 2011, les forces de l'ordre terrorisèrent hommes, femmes et enfants avec leurs gaz lacrymogènes, leurs balles en caoutchouc et leurs coups, dans le but de leur faire quitter le village <sup>8</sup>. Elles en arrêtaient un grand nombre sur la base d'accusations mensongères — des militants juifs venus soutenir le combat des Palestiniens furent aussi embarqués. Les autorités interdirent même aux colonies voisines de vendre de l'eau aux gens d'Al-Araqib. A l'heure où j'écris ces lignes (juin 2011), ces derniers sont toujours là, assiégés...

Voilà le colonialisme en actes, des deux côtés de la « Ligne verte ». L'invention d'un pur nomadisme dénué de tout attachement à la terre relève de l'orientalisme le plus débridé. Certains des procédures utilisées pour spolier les gens de Susya et d'Al-Araqib sont identiques, comme le « classement en zone militaire fermée » ou la destruction systématiques des récoltes. Les débats sur l'histoire, le type de propriété de la terre et les modes de vie des autochtones servent de toile de fond à une impitoyable politique de modification du terrain. L'enjeu ne réside pas seulement dans le contrôle politique ou militaire des territoires, mais plutôt dans la transformation radicale du paysage. Si la violence et le harcèlement attirent l'attention, il ne s'agit que de moyens au service d'un seul objectif : accélérer le processus de colonisation et le nettoyage ethnique de secteurs de plus en plus vastes.

## Débatte du contenu

Un Etat, deux Etats, peut-être même trois, ou aucun ? Le nombre ne constitue pas le vrai problème. On peut facilement

imaginer l'avènement d'un seul Etat sans que cesse la colonisation israélienne, ou celui de deux Etats sans que celui de Palestine devienne vraiment indépendant, voire même sans que la judaïsation des régions arabes d'Israël ne s'arrête. Les Etats ne forment que les cadres institutionnels qui façonnent les options politiques, la distribution des richesses et la vie des gens — collective et individuelle : c'est du contenu de ces dispositions qu'il convient de débattre. Plus fondamentalement, avant de nous diviser sur la question du nombre d'Etats ou la conception de leur Constitution future, nous devrions nous demander quels types d'arrangements, notamment politiques, permettront d'en finir avec ce qui représente le cœur du conflit : le colonialisme.

La réponse pouvant varier en fonction des circonstances historiques, je ne peux donc adhérer à une formule politique spécifique — un cadre institutionnel — comme à un article de foi valable une fois pour toutes. Mais il me faut clarifier les paramètres de base pour juger des solutions politiques. Or la vision pour laquelle je m'engage consiste à interpréter le conflit israélo-palestinien comme fondamentalement colonial et je me considère donc — ainsi que nombre de mes amis, israéliens et palestiniens, des deux côtés de la « Ligne verte » — comme un militant anticolonialiste<sup>9</sup>.

Je voudrais donc suggérer que l'on discutât de la question cruciale : comment stopper l'entreprise de spoliation qui se poursuit, en finir avec le tragique héritage du colonialisme et poser les fondations d'un avenir différent fait de justice et d'égalité. C'est là aussi, je crois, la condition préalable à une véritable paix — une paix entre les peuples et non une trêve temporaire, un cessez-le-feu entre les élites. Insister sur la nature coloniale du conflit ne signifie pas que ce dernier soit unidimensionnel : il s'agit sans doute aussi d'un conflit national. Mais celui-ci peut revêtir différentes formes : le nôtre est aussi colonial. S'il se réduisait à une opposition entre deux peuples, on pourrait

facilement imaginer des compromis plus ou moins équilibrés. Cette conception imposerait toutefois une perspective symétrique à un conflit marqué par une évidente asymétrie et conduirait à ignorer l'héritage historique trouble de tout un siècle de dépossession et de colonisation. Le colonialisme n'a pas une essence uniforme. C'est une dimension fondamentale du conflit palestinien-israélien qui colore chaque aspect de la vie : elle marque de son empreinte les relations de travail comme entre individus des deux sexes, ainsi que la démographie et la perception de la nature.

Clarifions ici, sans nous lancer dans une querelle terminologique, ce que nous entendons par colonialisme. En sciences sociales, on parle plus précisément de « *settler-colonialism*<sup>10</sup> ». Mais l'essentiel est le concept : je l'utilise pour désigner la transformation radicale et souvent brutale du paysage social et naturel, imposée par un seul groupe aux autres, laquelle entraîne la dépossession de ces derniers et transfère les ressources essentielles — matérielles, économiques, naturelles et culturelles — aux dominants. Le colonialisme va donc beaucoup plus loin que l'occupation militaire ou sa traduction politique : il s'agit toujours d'un processus social et économique. Ce n'est pas un phénomène superficiel ; et il laisse de profonds stigmates et blessures.

Il s'agit-là d'une définition large. Elle ne désigne pas seulement la colonisation — la méthode classique de dépossession et de redistribution radicale des ressources essentielles, en premier lieu de la terre, au détriment des populations indigènes qui constitua sans aucun doute un élément crucial du projet sioniste depuis son origine. Mais, en Cisjordanie, on peut facilement constater que le projet colonial en cours ne consiste pas seulement à créer des implantations et à voler la terre et l'eau palestiniennes. Il implique aussi :

- une restructuration complète du paysage humain par la construction d'un réseau de routes qui fragmentent les zones palestiniennes et relient les centres israéliens de contrôle ;

▪ l'établissement d'un système de *checkpoints* et de barrières auquel les Palestiniens doivent se soumettre, et dont ce qu'on nomme le mur de séparation représente la quintessence ;

▪ et la mise en place forcée d'arrangements économiques — un marché exposé aux produits israéliens, avec contrôle total de l'Occupant sur la circulation des personnes et des marchandises, la création de « zones industrielles spéciales » fournissant des espaces pour une exploitation intensive<sup>11</sup>, etc. — qui modifient radicalement le mode de vie des Palestiniens, la texture de leur société et compromettent les chances d'amélioration de leur existence.

Cette définition ne renvoie donc pas seulement au projet colonial traditionnel mis en œuvre par les seules puissances impériales ou étatiques : elle prend en compte les groupes sociaux, les organisations et les entreprises. Elle ne considère pas non plus le colonialisme comme quelque chose qui viendrait d'ailleurs, d'outre-mer ou tout au moins de l'extérieur des frontières de l'Etat : elle inclut aussi le « colonialisme intérieur », renforcé par des idéologies nationalistes, des divisions ethniques et une rhétorique raciste. Je n'abuse pas, ce faisant, des mots ni de la théorie : le colonialisme est bien vivant à l'intérieur de l'Etat d'Israël comme dans les territoires occupés.

Par la nature des choses, il revêt souvent différentes formes. Au-delà de la « Ligne verte », il fonctionne sous l'égide d'une occupation militaire : celle-ci restreint les possibilités de résistance et offre au capitalisme israélien — puissante alliance entre élites de l'Etat, entreprises privées et organisations transnationales (comme le Fonds national juif ou l'Agence juive, piliers du mouvement sioniste) — d'immenses possibilités d'accélération du processus de dépossession et d'accaparement des terres, des richesses et de la main d'œuvre palestiniennes. Voilà une différence importante que nous ne saurions sous-estimer. Mais à l'intérieur des frontières de juin 1967, dépossession et colonisation n'appartiennent pas non plus

au passé : à preuve l'offensive lancée contre les Bédouins du Naqab. Cette dernière nous rappelle qu'il n'y a pas toujours besoin de tanks et de soldats pour réaliser un projet colonial : des bulldozers et des forces de police spéciales suffisent pour démolir à grande échelle de simples maisons. Cette guerre d'usure menée par l'Etat contre ses propres citoyens, tantôt ralentie, tantôt brutalement accélérée, crée les conditions d'une colonisation interne toujours en cours<sup>12</sup>.

## Se confronter avec l'histoire

Faire face au colonialisme signifie aussi se confronter avec l'histoire. Les entreprises coloniales ne concernent pas seulement sur les frontières et les administrations, les armées et les armistices : il s'agit de processus sociaux profonds qui modifient radicalement la répartition des ressources (comme la terre ou l'eau), qui compromettent les chances de développement — dans le cas palestinien, l'urbanisation, les investissements, l'éducation, la représentation politique. Et ici la dépossession va de pair avec l'expulsion et son héritage : ce qu'on nomme, par euphémisme, le « problème des réfugiés ». La dimension tragique du colonialisme israélien réside précisément en ceci que ses effets ne se confinent pas dans le domaine de la haute politique : ils affectent la vie des gens, désorganisent les relations sociales, déracinent les communautés et multiplient les réfugiés<sup>13</sup>. En finir avec cent ans d'expansion sioniste constitue donc une immense tâche historique.

Il serait vain d'ignorer le poids de l'histoire. Toute solution politique qui, préférant « oublier » le passé pour partir du seul présent, et méconnaissant l'injustice historique, risque de reproduire celle-ci, d'entretenir les illusions, d'alimenter les hostilités et de provoquer un nouveau bain de sang. En outre, les processus coloniaux, précisément parce qu'ils détériorent le paysage humain comme naturel et

bouleversent les relations sociales, provoquent des changements largement irréversibles.

Largement, mais pas absolument, au sens où l'entendent certains apologistes du colonialisme pour mieux refuser la décolonisation : on peut changer les choses, restituer les ressources naturelles à leurs propriétaires, bref permettre aux dépossédés de s'autodéterminer. D'où l'urgence de notre action. Mais il faut en être conscients : la décolonisation représente un processus de réparation des erreurs du passé douloureux et imparfait, pas une machine à remonter le temps. Elle est essentielle — et ardue : elle cherche à rétablir l'égalité, en remodelant les relations entre les peuples tout en tenant compte du poids de l'histoire et en posant en principe qu'on ne saurait corriger une injustice en en commettant une autre.

Reconnaître le caractère colonial de la société israélienne ne signifie pas la considérer comme une entité homogène. Au contraire : cela doit conduire à admettre l'existence de ses contradictions et à mesurer combien le colonialisme marque ses conflits de son empreinte particulière. Il s'agit là d'une tâche cruciale si l'on veut relever le défi qui consiste à encourager des changements en son sein. Les entreprises coloniales ne sont pas l'affaire des seules élites : leur dynamisme comme leur dimension tragique découlent précisément du fait qu'elles impliquent quantité de gens transformés en instruments de la dépossession. Elles ne se fondent pas uniquement sur des fantasmes idéologiques, mais aussi sur des peurs réelles, tirant parti de vrais besoins sociaux et marquées par les contradictions internes. Soyons concret : après le génocide nazi, le mouvement sioniste se servit des survivants et des immigrants juifs comme d'un « *bon matériel humain* <sup>14</sup> » pour coloniser la Palestine. La disparition des communautés juives du Moyen-Orient après 1945 lui permit, en outre, de transformer aussi les Juifs arabes en tampon humain séparant une société coloniale imaginée comme « occidentale »

de son environnement arabe. Israël les installa d'abord, au cours des années 1950, dans les zones frontalières, les reléguant ainsi à sa périphérie économique et sociale. Ces *Mizrachim* (Orientaux) se retrouvèrent donc dans une position à la fois supérieure à celle des citoyens palestiniens — n'oublions pas ce point ! — et inférieure à celles des *Achkenazim* (Occidentaux), car ils étaient socialement discriminés et exposés aux mêmes préjugés racistes que les colonisés. D'autres contextes coloniaux donnèrent lieu à des situations comparables<sup>15</sup>.

Rien là d'une excuse : reconnaître la complexité et les contradictions sociales ne constitue pas un luxe pour ceux qui travaillent à changer les choses. Les entreprises coloniales assurent souvent d'énormes profits à l'élite, mais aussi quelques avantages aux désavantagés — c'est-à-dire au peuple qui leur sert d'outil dans le processus de dépossession. Le colonialisme peut transformer les immigrants en colons, et instrumentaliser ainsi d'ex-réfugiés pour s'assurer que d'autres resteront bien des réfugiés. Telle fut la puissante logique du sionisme. Si nous souhaitons qu'elle cesse, nous devons renforcer la résistance des colonisés et, en même temps, offrir une issue à ceux dont le projet colonial se sert comme instruments et qui n'en seront pas moins, à long terme, les victimes.

Notre véritable objectif s'appelle donc décolonisation, au sens le plus profond du terme : il s'agit non seulement de renverser la subordination politique, mais de garantir le droit des Palestiniens à l'autodétermination, y compris la création d'un Etat pleinement souverain. Ce qui suppose de remplir plusieurs conditions *sine qua non* : en finir avec le long processus de dépossession, réparer au moins ses conséquences les plus dommageables et de construire les fondements d'une vraie paix fondée sur l'égalité.

Reconnaissons-le : il n'existe pas beaucoup d'exemples de décolonisation réussie, qui ne se réduisent pas au renversement dramatique du pouvoir

étranger, mais s'attachent également à faire disparaître ses traces les plus profondes sur la politique et la société, la culture et les relations sociales ; qui soigne les blessures et efface les cicatrices ; et enfin qui garantisse une autodétermination pleine et entière, humaine. Nous connaissons maintenant les limites des décolonisations des années 1950 et 1960...

## Ce qui cristallise le débat

A vrai dire, discuter dès maintenant des détails des arrangements auxquels les Israéliens et les Palestiniens pourraient parvenir demain, après s'être débarrassés du colonialisme, me semble un exercice un peu vain. La décolonisation représente un processus d'émancipation long et donc imprévisible. Comment imaginer, ce denier une fois achevé, à quoi la vie ressemblera après des décennies d'un conflit sanglant, marqué par tant d'oppression et de violence ? En revanche, je peux brièvement résumer les éléments clés du processus de décolonisation qui ont cristallisé les débats entre militants palestiniens et israéliens<sup>16</sup> :

- premièrement, une véritable décolonisation exige de mettre *enfin* un terme à l'expansion et à la dépossession sous toutes ses formes, « civile » aussi bien que militaire. On en est loin, et les accords antérieurs (dits « intérimaires ») n'y parvinrent pas. Il ne s'agit pas de parvenir à une trêve temporaire dans la colonisation, mais de l'arrêter définitivement ;
- deuxièmement, il faut supprimer les institutions légales et politiques sur lesquels repose le processus colonial et en instaurer de nouvelles fondées sur une pleine égalité entre Israéliens et Palestiniens. Ce qui implique l'autodétermination palestinienne sans tutelle étrangère et l'abolition de tous les instruments (à l'instar du Fonds national juif) et de tous les dispositifs (comme la discrimination systématique des citoyens palestiniens d'Israël) qui sous-tendent le colonialisme comme pratique et comme idéologie d'Etat<sup>17</sup> ;

- troisièmement, il convient de réparer autant que possible les dommages causés tout au long du processus de colonisation : restituer les terres à ceux qui en ont été spoliés ; reconnaître le droit au retour aux réfugiés palestiniens, y compris celui des « réfugiés de l'intérieur » à rentrer dans les villages dont ils ont été bannis ; redistribuer la richesse et les ressources naturelles de sorte à redresser l'équilibre de la balance du développement inégal et à faire cesser la discrimination culturelle.

Toute solution politique viable ne peut se fonder que sur le principe de l'égalité, qui garantit des droits identiques aux Israéliens et aux Palestiniens, contribuant ainsi au processus de décolonisation. C'en est la condition nécessaire, mais pas suffisante : il nous faudra du temps, beaucoup de temps pour cicatriser les blessures encore ouvertes, qui, même une fois refermées, hantent encore la mémoire des gens et affectent toujours leurs habitudes quotidiennes, leurs relations sociales et culturelles – une tâche qui nous incombe aussi, à nous, les militants. Mais un règlement juste devrait en paver la voie de la décolonisation.

Rêvons-nous en y croyant ? Je ne le pense pas. Ce repère s'avère pertinent pour évaluer un éventuel accord politique. Ce dernier serait irréaliste s'il ne mettait pas fin aux opérations de dépossession des Palestiniens, sans quoi il ne saurait conduire à une paix durable. S'il conservait les institutions et mécanismes permettant ce processus — à l'intérieur d'Israël comme au-delà de ses frontières —, il connaîtrait le sort des « accords intérimaires » signés dans le passé. Il pourrait, au mieux, réduire le bain de sang et apporter quelque soulagement aux gens las de la guerre et de la violence.

Mais on ne doit pas confondre ce sentiment, aussi légitime soit-il, avec le désir profond des deux peuples de vivre dans la paix et la justice. Tirons la terrible leçon des années 1990 : sans décolonisation, la « paix » peut facilement se muer en un contrôle néocolonial modernisé, entraînant une escalade d'autant plus brutale que les gens, abusés,

n'auront pas vu réaliser leurs espoirs de changement. Ce scénario du pire a un précédent célèbre : les innombrables « accords intérimaires » signés entre les Indiens et les représentants du pouvoir américain. Ceux-ci accordaient quelque répit aux premiers, tandis que les seconds gagnaient du temps, consolidaient leur expansion — et préparaient la prochaine vague d'expulsion et de dépossession.

## Un Etat, deux Etats ?

Alors, un Etat ou deux Etats ? Tout dépend ce que l'on entend par là. Si l'on parle d'un Etat palestinien comportant quelques enclaves palestiniennes reliées entre elles par les routes réservées aux colons et séparées par des « blocs de colonies », ce n'est pas sérieux<sup>18</sup>. Si l'on imagine quelque chose qui ressemble un peu plus à deux Etats — celui de Palestine se réduisant à un bantoustan sous tutelle israélienne et/ou américaine, en apparence entité souveraine mais en réalité subordonnée —, il serait illusoire de prétendre que cette « solution » puisse mener à la paix.

De même, quiconque imagine que l'établissement d'un Etat palestinien indépendant représente la solution la plus « facile », réalisable sans reconnaître le droit au retour des réfugiés et sans remettre en question la nature juive exclusive de l'Etat d'Israël — laquelle condamne les citoyens palestiniens au statut de citoyen de seconde zone et les soumet à une colonisation intérieure — ne fait pas preuve de réalisme politique : il rêve ! Nul règlement durable ne peut être bâti sur de telles fondations.

Il serait, certes, important que les élites dirigeantes d'Israël se voient contraintes d'abandonner les territoires occupés après des décennies d'expansion et de colonisation. Mais, si leur contrôle direct cédait la place à un contrôle indirect — qu'il soit israélien ou américain — ou si ce retrait bloquait la voie de la décolonisation en acceptant de renoncer au combat pour changer la société israélienne elle-même et la débarrasser de toute discrimination

institutionnalisée —, alors un tel accord ne durerait pas longtemps.

Quelques partisans de la solution à deux Etats estiment que « leur » solution, dans sa forme la plus frustrée, serait « réaliste » car — le droit au retour des réfugiés n'étant pas et les Palestiniens acceptant la domination exclusive des Juifs sur l'Etat d'Israël — plus acceptable par l'opinion publique qui prévaut aujourd'hui en Israël. Pis : quelques-uns tentent de « vendre » cette formule à nos concitoyens en déclarant qu'elle garantit la séparation entre Palestiniens et Israéliens, comme dans la célèbre phrase d'Ehoud Barak : « *Ils [les Palestiniens] devraient être là, et nous sommes [les Juifs israéliens] dorénavant ici.* » Cette rhétorique me semble véritablement dangereuse. Non seulement elle ignore les légitimes revendications des Palestiniens d'Israël, mais elle encourage l'*establishment* à réduire encore leurs droits de citoyens et à leur faire ainsi payer le coup d'arrêt porté à l'expansion d'Israël par une intensification la colonisation intérieure. La formule discutée des « échanges territoriaux » entre Israël un Etat palestinien indépendant risque même servir de prétexte à la remise en cause de ces droits, voire à leur expulsion.

On pourrait accepter à certaines conditions une division territoriale, mais pas comme moyen d'assurer la séparation ou le contrôle d'Israël : seulement si cela permettait de faire obstruction à une nouvelle éventuelle expansion, de créer des frontières susceptibles de défendre les colonisés et d'aider à leur libre développement. Pour garantir la séparation et l'apartheid, nul besoin de frontières : il suffit de barbelés et de gardes — et nous en avons déjà suffisamment. Ils ne garantissent pas la reconnaissance mutuelle et ne limitent pas l'expansion coloniale. Les barrières ne sont pas des frontières. Ces dernières sont acceptables dans la mesure où elles contribuent à rééquilibrer le rapport des forces de sorte et à faciliter une future interaction libre, et non à assurer la pureté ethnique d'une citadelle au cœur du Proche-Orient.

Des considérations similaires valent pour la solution d'un seul Etat. Si l'on croit par là – comme d'aucuns<sup>19</sup> — contourner la question brûlante des colonies israéliennes en Cisjordanie, légitimer ainsi les fruits de plus de quarante années d'occupation israélienne et maintenir le contrôle sur la majeure partie de la terre et de l'eau, alors la déception sera sûrement au rendez-vous. Peut-on réellement imaginer que les Palestiniens consentiront à vivre dans un seul Etat « démocratique », pauvres et spoliés aux côtés de leurs riches « voisins », les colons ?

Quiconque prétend que le slogan « un homme, une voix » dans un Etat unifié s'étendant de la Méditerranée au Jourdain suffirait à remettre en question cent ans de dépossession et à frayer la voie à des relations égalitaires entre les deux collectivités nationales, Israéliens et Palestiniens, se trompe. Après un siècle de colonialisme, plus de six décennies de discrimination systématique à l'intérieur d'Israël et plus de quatre d'occupation militaire en Cisjordanie, il n'existe entre Israéliens et Palestiniens aucun équilibre en termes de distribution des ressources, de richesses et d'éducation, de revenus et de pouvoir politique. Le fossé n'a jamais été aussi énorme. Un Etat binational ne doit pas ressembler à un apartheid libéralisé — l'expérience sud-africaine mérite, de ce point de vue aussi, réflexion.

Un Etat véritablement démocratique pour les Palestiniens et les Israéliens ne peut pas se contenter de mettre fin aux violences et aux discriminations dans leurs formes les plus criantes. Il ne s'agit donc pas non plus d'une « solution aisée » : pour avoir du sens, elle doit s'engager dans une tentative audacieuse visant à redistribuer les ressources et à garantir la justice — même si celle-ci demeure imparfaite, car on ne peut pas refaire l'histoire ni effacer les erreurs en commettant de nouvelles injustices.

Au sein de la gauche sioniste, quelques partisans de la solution à un Etat se rendent compte que les implantations des territoires occupés n'abritent pas seulement des colons « messianiques » ou

« idéologiques ». Il y en a aussi de pauvres : des familles ultra-orthodoxes comprenant de nombreux enfants, à la recherche d'une vie décente, tombées dans le piège de la colonisation parce que l'Etat a réduit les allocations familiales qu'il leur accordait tout en les alléchant avec des offres tentantes de subventions si elles s'établissaient à la frontière coloniale au-delà de la « Ligne verte » ; des immigrants en provenance de Russie, installés directement en Cisjordanie par les autorités de l'Etat travaillant main dans la main avec le Département colonies de l'Agence juive ; des Juifs orientaux discriminés, entassés dans des taudis en Israël et à sa périphérie, cherchant un logement correct et des services sociaux ; des Juifs noirs originaires d'Ethiopie, objets du racisme et auxquels on promet l'assimilation s'ils deviennent eux-mêmes les instruments du projet colonial...

Voilà qui nous permet de comprendre le cœur de l'imbroglio colonial<sup>20</sup>. Mais cela ne signifie évidemment pas qu'il faille accepter les colonies de Cisjordanie et du Golan comme un fait accompli<sup>21</sup>. D'abord parce qu'il faudrait établir des différences : la plupart d'entre elles sont riches et abritent une proportion non négligeable de colons messianiques, redoutable avant-garde de l'entreprise coloniale, ainsi que des bourgeois ayant trouvé dans l'*hinterland* colonial israélien une occasion d'accumuler des profits au détriment des Palestiniens. Plus fondamentalement, les capitalistes israéliens qui pillent toujours plus de ressources et utilisent toutes les possibilités d'une exploitation débridée offertes par l'occupation ne devraient pas jouir de l'immunité en se faisant passer pour de pauvres colons...

Mais il y a plus : il n'existe aucune raison d'accepter comme un fait accompli les colonies dans les territoires occupés. Israël a réussi à étendre, grâce à elles, son contrôle à plus de 40 % de la terre et d'importantes réserves en eau : légitimer les implantations signifierait perpétuer une situation inacceptable. De surcroît, après plus de quarante années d'occupation militaire et malgré d'énormes



investissements, il n'a réussi à coloniser *de facto* qu'un faible pourcentage de la Cisjordanie – on s'en rend compte en comparant la surface effectivement bâtie et occupée par les colons à celle qu'ils revendiquent<sup>22</sup>. Et, quand le gros des colons devra faire face à la réalité de la souveraineté palestinienne et choisir entre mener une vie décente en Israël ou servir de barrière humaine, beaucoup d'entre eux s'en iront sans doute.

Les citoyens Israéliens pauvres et discriminés, poussés à servir l'entreprise de colonisation en s'installant dans les colonies urbaines de Cisjordanie — telles que Modi'in 'Illit et Betar 'Illit — ont le droit de ne pas lui servir éternellement de chair à canon. Les Juifs orientaux discriminés et les familles ultra-orthodoxes avec une nombreuse progéniture ont droit à un logement social et à des services sociaux sans devoir hypothéquer l'avenir de leurs propres enfants ni encourir l'hostilité des Palestiniens dépossédés.

Ce genre de mécanisme de dépendance — qui nie les droits universels et conditionne l'aide sociale au degré de participation à l'entreprise de colonisation — se trouve de longue date au centre du projet du sionisme. Ce dernier n'a jamais misé uniquement sur l'idéologie : il a toujours développé un clientélisme de nature à s'assurer la loyauté politique et à susciter une disponibilité à servir le processus de dépossession. Déclarer qu'on devrait entériner le maintien des colonies de Cisjordanie parce que les autorités israéliennes ont réussi à y piéger des familles pauvres et démunies signifie renoncer à une véritable décolonisation : la liberté pour les colonisés, mais aussi une issue pour les colonisateurs prêts à renoncer à leurs privilèges et à leur rôle dans cette tragédie. Nous ne devons pas l'oublier si nous voulons saper le colonialisme, et c'est pourquoi il convient de se battre en Israël pour les droits universels et l'accès de tous aux services sociaux — indépendamment de l'ethnie, du sexe, de la religion, de la nationalité ou de l'affiliation politique.

Ne nous illusionnons donc pas : ni l'un ni l'autre des deux modèles — deux Etats indépendants ou un seul Etat démocratique binational — n'est plus facile à mettre en œuvre pour l'instant. Si nous croyons vraiment à ce que nous disons, il nous faut même admettre qu'aucun n'est réalisable dans un proche avenir. Et pour cause ! Le rapport de forces reste très défavorable aux Palestiniens. L'élite israélienne s'est prouvée à elle même qu'elle avait pu réprimer brutalement la seconde Intifada tout en maintenant la croissance économique. Elle a réussi, depuis, à s'en sortir au prix d'une oppression massive, à étendre les colonies et à construire la « barrière de séparation », le tout en contournant le refus international de reconnaître la légitimité du projet colonial. Bref, une solution fondée sur le principe de l'égalité me paraît difficile à réaliser.

Je dirais plus : il se pourrait bien que le débat renouvelé sur le genre de solution politique souhaitée se soit intensifié ces dernières années en raison de la victoire de l'occupant et la crise historique du mouvement national palestinien, de ses divisions internes et son énorme déception après les grands espoirs des années 1980 et 1990. Débattre avec virulence sur les détails de ce qui se passera après-demain alors que l'entreprise coloniale qui se poursuit aujourd'hui détruit tout lendemain, voilà qui ne me semble pas la meilleure manière de combattre.

## Tâches du présent et visions pour l'avenir

Qu'allons-nous faire maintenant ? C'est une question éminemment pragmatique, dont la réponse dépend de la manière d'évaluer les circonstances actuelles. En fignant les détails des dispositifs institutionnels futurs et en peaufinant des utopies, nous courons le danger d'oublier que notre tâche politique la plus urgente consiste à agir dès maintenant pour changer le présent et ouvrir la voie d'un avenir possible, vivable et plus juste. Il en va particulièrement ainsi s'agissant d'une

situation dans laquelle une des parties — le colonisateur — profite de sa supériorité pour créer des faits sur le terrain, c'est-à-dire déterminer seul le type d'avenir que les colonisés peuvent espérer construire, bref leur voler l'essence même de leur auto-détermination.

Nous devrions distinguer les accords de paix signés entre les directions politiques des deux adversaires en conflit, et le processus bien plus profond consistant à bâtir une paix durable entre peuples sur la base d'une véritable réconciliation. Les accords politiques reflètent naturellement les circonstances historiques et les rapports de forces entre les parties, impliquant par conséquent des compromis, souvent douloureux. Parfois, ils servent seulement à restreindre les dégâts ou à limiter l'effusion de sang. Nous devrions donc les évaluer à la lumière des forces en présence, en répondant à la question cruciale : dans quelle mesure contribuent-ils à la tâche historique, c'est-à-dire la décolonisation, pré-condition de tout vrai règlement du conflit. Toute solution — un Etat, deux ou peut-être une troisième option — devrait se fonder, à mon avis, sur les principes de vie en commun sur un pied de totale égalité, en renonçant complètement au colonialisme et en essayant courageusement d'en surmonter ensemble les conséquences.

Les chances d'un Etat palestinien véritablement indépendant et souverain à côté d'Israël diminuent au fur et à mesure que l'entreprise coloniale se poursuit. Des observateurs extérieurs, qui n'entendent pas changer la réalité mais simplement la contempler, diront certainement que la poursuite de ce processus est inévitable, que les colonies ne peuvent être démantelées et que l'expansion d'Israël a rendu impossible la création d'un Etat palestinien indépendant, même sur 22 % de la Palestine. En ne faisant rien, nous pourrions valider cette vision, et nous soumettre à l'histoire telle que le colonialisme l'a forgée. Capituler devant le pouvoir représente toutefois une forme de raisonnement très limitée. S'engager politiquement ne consiste pas à avoir

raison « en fin de compte » ni à esquisser de futurs accords, mais à transformer la réalité. On n'évalue pas les mots d'ordre politiques en fonction de leur capacité à prédire ce qui arrivera, mais en tant qu'instruments pour façonner l'avenir, pour créer les conditions politiques du changement : ils doivent être efficaces, pas seulement descriptifs. La vraie question est donc : que gagnons-nous — ici et maintenant — en renonçant à l'objectif de mettre fin à l'occupation israélienne et d'établir un Etat palestinien indépendant, vraiment indépendant ? Surmonterons-nous mieux les difficultés ainsi ? Sèmerons-nous le désarroi parmi les avocats du colonialisme ?

La page de l'Etat palestinien indépendant est-elle tournée ? Je n'en suis pas sûr. Plus important : je ne suis même pas sûr de ce que nous gagnons en renonçant à ce but. Je ne crois pas que l'Israël officiel serait troublé par la renonciation des Palestiniens à l'indépendance politique ou par l'adoption de la solution à un Etat<sup>23</sup>. Car il pourrait facilement déclarer qu'il rejette cette solution au profit du plan de partage des Nations unies, qu'il a pourtant toujours ignoré et manipulé afin d'éviter à la fois l'indépendance des Palestiniens et le droit au retour des réfugiés. Alors que j'écris ces lignes, le gouvernement de Benyamin Netanyahou, d'Avigdor Lieberman et d'Ehoud Barak fait le maximum pour empêcher que les Palestiniens ne déclarent leur Etat indépendant dans les frontières du 4 juin 1967, autrement dit en excluant toute annexion de territoire. Le feront-ils et les Nations unies accueilleront-elles ce nouvel Etat en leur sein ? Nul ne le sait encore mais, comme beaucoup de militants en Israël, je ne peux qu'exprimer un espoir : que les Palestiniens résistent aux pressions israéliennes, américaines et autres les sommant d'accepter le statu quo, c'est-à-dire la domination, et qu'à l'inverse ils défient celle-ci en proclamant leur Etat indépendant.

Ils ont de solides raisons de s'accrocher à la proclamation rapide de ce dernier, comme un pas vers la décolonisation telle que je l'ai définie et non comme un Etat

qui serait une panacée et s'y substituerait. L'une d'elles, c'est le soutien considérable dont cette démarche bénéficie sur la scène internationale (et même dans l'opinion juive israélienne). Ne négligeons pas cet aspect : vu l'inégalité du rapport de forces, les Palestiniens ont grand besoin de cet appui mondial. Si cette solidarité peut permettre que le sang ne coule plus et que la colonisation s'arrête dans les territoires occupés, cela pèsera lourd.

La « Ligne verte » n'a rien de sacré, et il n'existe aucune raison intrinsèque d'y voir un tracé de démarcation « meilleur » qu'un autre. Toute frontière de ce type reste arbitraire dans un contexte de colonisation continue. Mais, pour stopper l'expansion et la colonisation, il en faut bien une. Il serait futile de prétendre que la « Ligne verte », puisqu'elle sépare Israël des territoires occupés, arrête le train menant à la dépossesion des Palestiniens : faut-il laisser le train de la colonisation poursuivre sa route ? Insister sur cette frontière devient pénible et difficile. Parce que la colonisation a imprimé sa marque en-deçà, en Israël même, et qu'elle s'y poursuivra à moins qu'on ne la stoppe. Et parce qu'il existe des colonies israéliennes au-delà, en Cisjordanie et sur le Golan. Mais nous ne devons pas laisser les partisans de l'expansion israélienne s'appuyer sur ces faits pour nous empêcher d'unir nos forces afin de les mettre en échec.

Si nous insistons sur les frontières, c'est aussi que nous rejetons le principe de la séparation. Un régime fondé sur ce dernier n'a nul besoin de frontière : nous avons vu se construire le mur de l'apartheid et fleurir les checkpoints en Cisjordanie — mais ni l'un ni les autres ne constituent un véritable obstacle à l'expansion et à la colonisation. En revanche, il faut des frontières pour sauvegarder les chances de l'indépendance palestinienne, pour arrêter la plus forte des deux parties. A condition qu'en les acceptant nous ne renoncions pas à notre combat pour ébranler le colonialisme à l'intérieur même d'Israël.

Autre aspect important: une frontière peut protéger l'Etat palestinien de la domination

économique néocoloniale d'Israël. Pendant des années, ce dernier a pillé systématiquement l'économie palestinienne et l'a façonnée afin qu'elle serve ses besoins. Une frontière peut aider le projet national palestinien à se développer en dépendant moins de l'occupant et des entreprises multinationales. Cela dépendra, bien sûr, de la nature des forces sociales qui détiendront le pouvoir dans un futur Etat palestinien. Mais un Etat unitaire confronté à l'héritage historique de la dépossesion risque de reproduire l'énorme fossé économique entre Israéliens et Palestiniens. Rouvrir l'option d'un Etat démocratique sur une meilleure base, une fois que les Palestiniens auront réussi à surmonter les tragiques conséquences d'années d'exploitation, pourrait être une bonne idée. Si la solution des deux Etats paraît acceptable, ce n'est pas parce qu'elle signifierait un règlement historique du conflit, et encore moins au prix de l'abandon de la décolonisation. Une paix véritable entre Israéliens et Palestiniens exige la fin non seulement de la violence militaire et de l'occupation, mais aussi de la guerre d'usure que mène l'Etat d'Israël contre ses citoyens palestiniens. Nous voulons plus que mettre fin au conflit : nous entendons établir une véritable paix entre les peuples. Notre stratégie vise à la fois la création d'un Etat palestinien pleinement souverain et, à l'intérieur de la « Ligne verte », dans les frontières d'avant 1967, un Etat formé de deux collectivités nationales — Juifs israéliens et Arabes palestiniens — jouissant de droits égaux.

La société israélienne est binationale : il serait naturel que sa Constitution reflêt ce caractère. Une majorité juive en Israël jouit assurément de droits collectifs — dans la mesure où elle reconnaît les mêmes droits aux citoyens palestiniens, en tant que peuple autochtone ayant souffert de la dépossesion, de l'expulsion, de la discrimination, de l'oppression... et y ayant survécu. Les citoyens juifs israéliens devront renoncer aux privilèges dont ils bénéficient aujourd'hui et, ce faisant, ils pourront être reconnus et acceptés par les

Palestiniens, ce qui jettera les bases d'une résolution véritable et historique de cet amer conflit.

Un Etat palestinien indépendant et un Etat israélien binational – c'est-à-dire un Etat décolonisé, un Etat pour tous ses citoyens et pour ses deux collectivités nationales : voilà une vision qui vaut qu'on se batte pour elle. Entre 2006 et 2007, différents groupes, ONG et centres de recherches palestiniens ont publié quatre documents définissant l'avenir des Israéliens et des Palestiniens à l'intérieur d'Israël. Tous quatre exigeaient l'égalité pour les citoyens palestiniens d'Israël – lequel, d'Etat exclusivement juif, devrait se transformer en Etat binational à l'intérieur des frontières d'avant 1967<sup>24</sup>. Et plusieurs groupes de la gauche, y compris Tarabut, ont accepté les principes de base contenus dans ces documents : le débat public ne fait que commencer.

Mais nous ne devons pas nous leurrer. Par lui-même, un Etat indépendant ne garantit

pas la solution au conflit. Il s'agira peut-être d'une défaite majeure du colonialisme, mais à condition que nous continuions à défier ce dernier. Pour des militants comme moi, qui ne peuvent envisager notre avenir que dans un Proche-Orient démocratique et progressiste, où les peuples et les cultures pourront se rencontrer et construire un avenir libéré du joug de la domination impériale, un Etat démocratique unitaire reste sans doute la vision la plus chère à mon cœur. Dans quelques années, les conditions pourraient changer, et un tel Etat démocratique devenir le chemin le plus accessible vers une solution fondée sur les principes d'égalité, afin de et parachever le processus de décolonisation. Mais notre tâche pour le moment, me semble-t-il, consiste d'abord et surtout à empêcher le colonialisme de nous priver de tout avenir fondé sur l'autodétermination et la liberté.

---

<sup>1</sup> Voir les rapports : Land Research Center, Jerusalem, *Expanding the settlement of Susya*, septembre 1999 : [http://www.poica.org/editor/case\\_studies/view.php?recordID=616](http://www.poica.org/editor/case_studies/view.php?recordID=616); Betsalem, *Expulsions of Residents from the South Mt. Hebron Area, octobre-novembre 1999*, février 2000 : [www.btselem.org/sites/default/files/expulsion\\_of\\_residents\\_from\\_the\\_south\\_mt\\_hebron\\_area\\_october\\_november\\_1999.pdf](http://www.btselem.org/sites/default/files/expulsion_of_residents_from_the_south_mt_hebron_area_october_november_1999.pdf) ; une carte des colonies du secteur : [www.btselem.org/download/southern\\_hebron\\_hills\\_map\\_eng.pdf](http://www.btselem.org/download/southern_hebron_hills_map_eng.pdf) ; voir aussi une carte détaillée du secteur autour de Susya : [www.breakingthesilence.org.il/wp-content/uploads/2011/02/The\\_South\\_Hebron\\_Hills\\_Eng.pdf](http://www.breakingthesilence.org.il/wp-content/uploads/2011/02/The_South_Hebron_Hills_Eng.pdf)

<sup>2</sup> Voir le court reportage sur [www.taayush.org/new/south-hebron.html#15](http://www.taayush.org/new/south-hebron.html#15) ; et Gadi Algazi, « The Face of Expulsion » *Haaretz*, Tel-Aviv, 5 octobre 2001 (en hébreu).

<sup>3</sup> La « Ligne verte » correspond aux lignes des armistices israélo-arabes de 1949 et sépare les territoires occupés par Israël durant la guerre de juin 1967 de ceux appartenant officiellement à l'Etat juif.

<sup>4</sup> Voir Hana Hamdan, « The Policy of Settlement and “Spatial Judaization” in the Naqab », *Adalah Newsletter* n° 11, Haïfa, mars 2005.

<sup>5</sup> Neguev Coexistence Forum For Civil Equality, « The Indigenous Bedouins of the Naqab-Negev Desert in Israel », rapport présenté à sa septième session du Forum permanent sur les affaires indigènes, Nations unies, avril 2008 : [www.dukium.org/user\\_uploads/docs/yelidim\\_4UNations\\_ver3.pdf](http://www.dukium.org/user_uploads/docs/yelidim_4UNations_ver3.pdf)

<sup>6</sup> Voir Gadi Algazi, « Etat d'Israël contre citoyens d'Israël. Un épisode de la guerre d'usure contre les Bédouins », site Web Tarabut-Hithabrut, 28 juillet 2010 : [www.tarabut.info/en/articles/article/al-arakib-demolished-fr/](http://www.tarabut.info/en/articles/article/al-arakib-demolished-fr/) (Traduction: Jean-Pierre Bouché).

<sup>7</sup> Voir les reportages suivants : David Levi, « If you arouse the shovel... », 5 août 2010 : [www.tarabut.info/en/articles/article/awakening-the-shovel/](http://www.tarabut.info/en/articles/article/awakening-the-shovel/) ; « Al-Arakib demolished for the Third Time – Protest and Rebuilding Continue », 18 août 2010 : [www.tarabut.info/en/articles/article/Third-destruction-of-al-Arakib/](http://www.tarabut.info/en/articles/article/Third-destruction-of-al-Arakib/) ; Gadi Algazi, « What's Behind The Demolition of Al-Arakib: Netanyahu's and Aharonovich's Battle Plans » 18 août 2010 : [www.tarabut.info/en/articles/article/Campaign-behind-demolitions/](http://www.tarabut.info/en/articles/article/Campaign-behind-demolitions/) ; Amit Ramon, « Al Araqib: au service des bulldozers de JNF [Fonds national juif], la police a tiré sur les habitants », 16 février 2011 : [www.tarabut.info/en/articles/article/Encircling-the-people-of-Al-Arakib-fr/](http://www.tarabut.info/en/articles/article/Encircling-the-people-of-Al-Arakib-fr/) ; « Thus shall it be done unto anyone daring to show solidarity – The 18th destruction », 20 février 2011 : [www.tarabut.info/en/articles/article/Rahat-in-solidarity-with-Al-Arakib](http://www.tarabut.info/en/articles/article/Rahat-in-solidarity-with-Al-Arakib)

---

<sup>8</sup> Voir la vidéo *Démolition, la dépossession et la résistance à Al-Arakib, Israël, 2011*, YouTube :

[www.youtube.com/watch?v=Lf4VYCKXJ0s](http://www.youtube.com/watch?v=Lf4VYCKXJ0s)

<sup>9</sup> Dans ce qui suit, j'exprime mon propre point de vue, mais je dois préciser qu'il se fonde sur une pratique politique collective, celle du mouvement auquel j'appartiens — Tarabut — et sur de nombreuses discussions avec des militants palestiniens et israéliens. Je pense en particulier à ceux qui ont découvert les réalités coloniales sur le terrain en Cisjordanie, par exemple en travaillant avec le groupe Ta'ayush ou avec le Sheikh Jarrah Solidarity Movement. Pour connaître la position de Tarabut, voir [www.tarabut.info](http://www.tarabut.info), et en particulier Gerard Leibner, « It's not the number of States that count... It's decolonization », 4 septembre 2010, sur le site : [www.tarabut.info/he/articles/article/peace-and-political-solutions/](http://www.tarabut.info/he/articles/article/peace-and-political-solutions/) (en hébreu).

<sup>10</sup> Voir particulièrement Daiva Stasiulis et Nira Yuval-Davis, eds., *Unsettling Settler Societies*, Sage Publications, Londres, 1995.

<sup>11</sup> Voir « Occupy, Colonize, Exploit: The Economic Uses of the Separation Barrier », 19 octobre 2010, sur le site de Tarabut : [www.tarabut.info/en/articles/article/strike-solor-wbe/](http://www.tarabut.info/en/articles/article/strike-solor-wbe/)

<sup>12</sup> Sur l'occupation de 1967 en tant que nouveau chapitre de l'histoire coloniale, voir l'article de Gadi Algazi, « 1967 », sur le site de l'Alternative Information Center :

[www.alternativenews.org/english/index.php/topics/news/936-1967](http://www.alternativenews.org/english/index.php/topics/news/936-1967)

<sup>13</sup>

<sup>14</sup> In Yosef Grodzinsky, *In the Shadow of the Holocaust : The Struggle Between Jews and Zionists in the Aftermath of World War II*, Monroe (Maine), Common Courage Press, 2004.

<sup>15</sup> Voir Shlomo Swirski, *Israel : The Oriental Majority*, New York, Zed Books, 1989 ; Sami Shalom-Chetrit, *Intra-Jewish Conflict in Israel : White Jews, Black Jews*, Londres, Routledge, 2010 (en hébreu et en arabe).

<sup>16</sup> Différents groupes et partis de la gauche antisioniste formulèrent certaines de ces exigences en Israël et en Palestine il y a quelques années. Je me réfère spécifiquement à un court document du mouvement Hit'habrut-Tarabut résumant la discussion à propos du colonialisme et du nationalisme, et spécialement les courtes conclusions de cette discussion dans le contexte israélo-palestinien : [www.tarabut.info/he/home/tarabut-docs](http://www.tarabut.info/he/home/tarabut-docs) (en hébreu). C'est une grande satisfaction pour moi de constater que nos amis du mouvement Sheikh Jarrah Solidarity ont également appelé au démantèlement du Fonds national juif et de toutes les institutions de l'Etat fondées sur le principe des privilèges garantis aux Juifs et sur la dépossession des citoyens arabes.

<sup>17</sup> Le sionisme est sans aucun doute le cœur de cette idéologie. Il me semble cependant que je ne dois pas me limiter seulement à l'idéologie et aux institutions sionistes, mais envisager le processus dans la réalité de ses formes hypermodernes : le colonialisme peut aussi se traduire - même sans référence sioniste explicite - par la gentrification juive de villes comme Jaffa ou Acre ou sous la forme d'un « colonialisme vert » qui transforme les autochtones palestiniens en « ennemis de la nature ».

<sup>18</sup> Voir particulièrement Alina Korn « The Ghettoization of the Palestinians », in *Thinking Palestine*, Ronit Lentin ed., Zed Books, Londres, p. 116-130.

<sup>19</sup> Yotam Feldman, « One Space for Two Peoples », *Haaretz*, 18 février 2010. Ici je diverge d'avec Meron Benvenisti, qui a récemment écrit que les colonies, aujourd'hui, « n'ont plus l'importance qu'elles avaient en tant qu'instruments du contrôle de l'espace » et que leur construction dans les territoires occupés représente un acte, « aussi démodé, sans réel impact sur les développements politiques, sauf comme acte symbolique et mobilisateur pour la droite aussi bien que la gauche. » Cf. Benvenisti, « The Inevitable Bi-National Regime », *Haaretz*, Tel-Aviv, 22 janvier 2010, consultable en anglais sur le site <http://jifjp.com/?p=9659>

<sup>20</sup> Voir Gadi Algazi, « La Cisjordanie, nouveau "Far Est" du capitalisme israélien », *Le Monde diplomatique*, août 2006 : [www.monde-diplomatique.fr/2006/08/ALGAZI/13834](http://www.monde-diplomatique.fr/2006/08/ALGAZI/13834) ; une version anglaise plus détaillée se trouve dans « Matrix in Bil'in : Colonial Capitalism in the Occupied Territories » in A. Ophir, M. Givoni, Sari Hanafi (eds.), *The Power of Inclusive Exclusion: Anatomy of Israeli Rule in the Occupied Palestinian Territories*, The MIT Press, Cambridge (Etats-Unis), 2009.

<sup>21</sup> Voir par exemple Yehouda Shenhav, cité par Noam Sheifaz in « Endgame », *Haaretz*, 15 juillet 2010 (en hébreu). Une traduction en anglais est disponible sur le site

<http://jewishpeaceneeds.blogspot.com/2010/08/endgame-rightist-visions-of-single.html>.

<sup>22</sup> Rapport de Betsalem, *By Hook or by Crook: Israeli Settlement Policy in the West Bank* (juillet 2010) :

[www.btselem.org/download/201007\\_by\\_hook\\_and\\_by\\_crook\\_eng.pdf](http://www.btselem.org/download/201007_by_hook_and_by_crook_eng.pdf)

<sup>23</sup> Le fait que quelques éléments parmi la droite israélienne et les colons jouent avec l'idée d'« Etat binational » entre la Méditerranée et le Jourdain ne devrait étonner personne : leur interprétation vise à maintenir la domination juive et à poursuivre l'expansion coloniale. Reconnaître les droits individuels palestiniens leur sert à détourner l'attention du puissant projet collectif colonial dirigé par le mouvement sioniste et ses alliés.

<sup>24</sup> Voir The National Committee for the Heads of the Arab Local Authorities in Israel, *The Future Vision of the Palestinian Arabs in Israel*, 2006 ; Mada al-Carmel, *The Haifa Covenant*, 2007 ; Mossawa Advocacy Center for Arab Citizens in Israel, *An Equal Constitution for All*, 2007 ; Adalah, The Legal Center for Arab Minority Rights in Israel, *The Democratic Constitution*, 2007. Voir aussi Gerardo Leibner, « Bi-Nationalism: A Principle and A Vision », site de Tarabut, 30 mai 2009 : [www.tarabut.info/he/articles/article/binational-state/](http://www.tarabut.info/he/articles/article/binational-state/) (en arabe).